



MARCHE PUBLIC DE SERVICES N°2026-10

CONTROLE TECHNIQUE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C. C. A. P.)

Maîtrise d'ouvrage

CROUS GRENOBLE ALPES

Direction de la Commande Publique

Bâtiment MUSE – 80 Allée Ampère

38400 Saint Martin d'Hères

Téléphone : 04.76.18.79.15

Courriel : marches.crous38@crous-grenoble.fr

Personne Représentant le Pouvoir Adjudicateur'

Monsieur le Directeur Général du Crous Grenoble Alpes

Objet du marché (procédure adaptée - article R 2123 du CCP)

Mission de contrôle technique

dans le cadre de la transformation et l'extension du restaurant universitaire

Briff'O, situé sur la commune de Valence (26000)

Le présent CCAP comporte 11 pages y compris la page de garde.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1. Objet du marché.....	3
1.2. Décomposition en lots et tranches.....	3
1.3. Titulaire du marché	3
1.4. Intervenants	3
1.5. Co-traitance	4
1.6. Sous-traitance	4
1.7. Responsable technique du contrôleur technique	4
ARTICLE 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
2.1 Pièces particulières	4
2.2 Pièces générales.....	5
ARTICLE 3 DEMARRAGE DE LA MISSION - DUREE D'EXECUTION DU MARCHE ...	5
ARTICLE 4 REMUNERATION	5
4.1 Contenu de la rémunération	5
4.2 Modalités de règlement	6
4.3 Délais et pénalités	8
ARTICLE 5 DIFFUSION DES DOCUMENTS ET NOMBRE D'EXEMPLAIRES	10
ARTICLE 6 ACCEPTATION DES DOCUMENTS ET ACHEVEMENT DE LA MISSION	10
ARTICLE 7 ASSURANCE.....	10
ARTICLE 8 INDISPONIBILITE – RESILIATION.....	10
8.1 Résiliation du fait du Maître d'ouvrage	11
8.2 Résiliation du marché aux torts du contrôleur technique ou cas particuliers	11
8.3 Résiliation du marché en cas de marché passé avec un groupement	11
ARTICLE 9 UTILISATION DES RESULTATS.....	11
ARTICLE 10 DIFFERENDS – LITIGES	11
10.1 Différends	11
10.2 Procédure contentieuse	11
ARTICLE 11 DÉROGATION AU CCAG-PI	11

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des rapports et avis dans les conditions de l'article L111-23 du Code de la Construction et de l'Habitation, dans le cadre de l'opération de transformation et d'extension du restaurant universitaire Briff'O, situé 32 Rue Barthélemy de Laffemas à Valence (26000).

L'opération est menée selon la procédure de conception-réalisation. La description de l'opération, le contenu et les modalités pratiques d'exécution de la mission sont définis dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. Décomposition en lots et tranches

Le présent marché se compose d'un seul lot « Contrôle Technique ».

Le présent marché ne comporte aucune tranche.

1.3 Titulaire du marché

Les caractéristiques de l'intervenant, désigné dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) sous le nom de "le titulaire du marché" ou "le prestataire" ou "le Contrôleur Technique", sont précisées à l'article premier de l'Acte d'Engagement.

1.4 Intervenants

1.4.1 Maîtrise d'Ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Crous Grenoble Alpes, représenté par son Directeur Général.

La gestion de l'opération est assurée par la Direction du Patrimoine et des Projets Immobiliers (DPPI) du Crous Grenoble Alpes.

1.4.2 Maitrise d'Oeuvre

Un concours de maîtrise d'œuvre, sur esquisse +, est en cours de consultation. Le maître d'ouvrage informera ultérieurement le titulaire du groupement retenu.

1.4.3 Coordination Sécurité Protection de la Santé

Les missions de Coordination en matière de sécurité et de santé, de niveau 1, sont prévues, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives. Le maître d'ouvrage informera ultérieurement le titulaire du coordonnateur SPS retenu.

1.5 Co-traitance

En cas de cotraitance, les cotraitants sont solidaires et désignent (dans l'Acte d'Engagement) un mandataire pour les représenter.

1.6 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter une partie de certaines prestations de son marché sous réserve des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977. Les conditions de cette sous-traitance sont précisées dans l'Acte d'Engagement et à l'article 12 du CCAG-PI.

1.7 Responsable technique du contrôleur technique

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent marché sous le vocable "contrôleur technique" sont précisées à l'article premier de l'Acte d'Engagement.

Le **contrôleur technique a désigné dans son offre**, le responsable technique qualifié pour signer au cours de l'exécution du contrat, les rapports et avis prévus par les dispositions contractuelles du marché.

Le changement de responsable technique qualifié devra être immédiatement notifié au Pouvoir Adjudicateur.

Le responsable technique qualifié communique à la personne représentant le Pouvoir Adjudicateur, le(s) nom(s) du (des) responsable(s) technique(s) qualifié(s) ayant délégation de signature.

Dans le cas où il sous-traite une partie de la mission qui lui est confiée, le contrôleur technique ne peut faire appel qu'à un autre contrôleur technique agréé dans le cadre de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978. Cette prescription ne vise pas le recours exceptionnel à des consultants techniques de haut niveau (par application de l'article 4.1.3 de la norme NFP 03-100).

ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En application de l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- l'Acte d'Engagement et son annexe financière (document « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et Tableau de Répartition Horaire ») ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le programme fonctionnel et technique de l'opération (ses « fiches local ») ;
- le mémoire technique du titulaire.

2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAP-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 pour les articles auxquels il n'est pas dérogé par les dispositions contractuelles du présent marché ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de Contrôle Technique approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 pour les articles auxquels il n'est pas dérogé par les dispositions contractuelles du présent marché ;
- la norme NFP 03-100 pour les articles auxquels il n'est pas dérogé par les dispositions contractuelles du présent marché ;
- l'ensemble des lois, décrets et textes codifiés ci-après, régissant le contrôle technique dans le cadre de la responsabilité et de l'assurance dans la construction, à savoir notamment :
 - ♦ La loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 (J.O. du 5 janvier 1978) ;
 - ♦ Le décret n° 78-1093 du 17 novembre (J.O. du 21 novembre 1978) ;
 - ♦ Le décret n° 78-1146 du 7 décembre 1978 (J.O. du 9 décembre 1979) ;
 - ♦ Le code civil : article 1792.1 à 6, article 2270 et article 164.1 ;
 - ♦ Le code de la construction et de l'habitation ;
 - ♦ Le code des assurances.

ARTICLE 3 DEMARRAGE DE LA MISSION - DUREE D'EXECUTION DU MARCHE

La notification du marché vaut ordre de service de démarrage de la mission de contrôle technique.

Les interventions du contrôleur technique débutent dès le choix de la maîtrise d'œuvre (le contrôleur fera partie de la « commission technique » en charge d'analyser les 3 esquisses +, et s'achèvent à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

La durée du marché court à compter de la notification du marché (estimée au 25 mars 2026), et jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux, estimée en novembre 2029.

ARTICLE 4 REMUNERATION

4.1 Contenu de la rémunération

Les prestations du Contrôleur Technique sont rémunérées par application du prix global et forfaitaire qui figure à l'article 2.1 de l'Acte d'Engagement.

Cette rémunération comprend toutes les sujétions liées directement ou non à l'exécution de sa mission et notamment les vacations, déplacements, frais de séjour, assurances ainsi que l'ensemble des frais que le contrôleur technique pourrait être amené à supporter au cours de l'exécution de sa mission.

Le prix comprend tous les supports de communication adaptés à la taille du chantier (qui seront définis avec tous les autres intervenants) de même que les moyens d'archivage provisoire sur le chantier pour ce qui le concerne et définitif à l'issue du chantier. Il coordonnera la mise en place de ses moyens avec les autres intervenants.

Le titulaire ne peut pas prétendre à des honoraires complémentaires :

- en cas de compléments ou de variations de programme ne mettant en cause ni l'objectif, ni la complexité du projet ;
- en cas de réalisation des études d'exécution par les entreprises chargées de la réalisation des travaux ;
- en cas de réceptions fractionnées ou de prises de possession avant réception ;
- en cas d'aléas de type abandon de chantier par une entreprise, substitution d'entreprises, ... ;
- en cas de dépassement de la durée prévisible de l'opération inférieur ou égal à 20 % ;
- en cas d'évolution de la réglementation ne modifiant pas (ou peu) la complexité du projet ;
- en cas d'aléas de chantier du type refus de parties d'ouvrages, démolitions d'ouvrages ou parties d'ouvrages....

Sont exclus du prix, les dédommagements auxquels le titulaire pourrait justement prétendre pour tout fait important échappant à son contrôle et notamment :

- des contrôles continus ponctuels demandés par le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre ;
- les modifications du programme de l'opération qui bouleverseraient l'économie du marché ;
- les études éventuellement nécessaires du fait de modifications des normes et règlements, dans la mesure où les modifications bouleversent l'économie du marché.

Ces dédommagements éventuels seront fixés par décisions modificatives de marché.

4.2 Modalités de règlement

4.2.1 Avance

Sauf renoncement porté à l'Acte d'Engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Par application des articles R 2191-6 à 11 du Code de la Commande Publique, les modalités et conditions de versement de l'avance sont les suivantes :

- Le taux de l'avance est égal à 5,00% du montant initial du marché toutes taxes comprises. Ce taux est porté à 20,00 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ;

- ▶ Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix ;
- ▶ Le délai de paiement de l'avance court à partir de la date de notification du marché ;
- ▶ L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

4.2.2 Acomptes

Conformément aux dispositions de l'article R 2192-10 du Code la Commande Publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la situation.

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes périodiques exigibles selon les modalités suivantes :

ELEMENTS DE MISSIONS	EXIGIBILITE DES ACOMPTES
Analyse des offres, remises sous forme d'esquisse + par les trois candidats en lice lors de la seconde phase du concours de maîtrise d'œuvre	Après la réunion du jury de choix du lauréat du concours
Suivi et examen des avant-projets (sommaires et définitifs), et du projet établi par la maîtrise d'œuvre	Successivement, après réception des rapports d'analyse des APS, APD et du projet
Suivi et examen des documents d'exécution	Par acomptes pendant les études
Contrôle des travaux	Par acomptes pendant les travaux
Récolement et avis sur les procès-verbaux d'essai des équipements	Après réception du rapport d'analyse des procès-verbaux d'essai
Assistance pour les opérations de réception des travaux	À la réception du rapport final
Contrôle de la levée des avis défavorables et assistance lors de l'année de parfait achèvement	Par acomptes répartis sur la durée de la garantie de parfait achèvement

Conformément aux dispositions du CCAG-PI et de l'article R 2191-22 du Code de la Commande Publique, la périodicité des acomptes est fixée à 3 mois maximum.

Cette périodicité pourra, sur demande du titulaire, être ramenée à un mois si le titulaire remplit les conditions mentionnées à l'article R 2191-22 du Code de la Commande Publique.

Il est bien précisé que le terme "réception" figurant dans le tableau ci-dessus s'entend au sens de l'acceptation des documents par le maître d'ouvrage dans les conditions définies par le CCAG-PI.

Le montant des honoraires correspondant à chaque stade d'avancement du projet figure dans l'annexe financière intitulée "Décomposition du prix global et forfaitaire et répartition horaire" (DPGF).

L'état d'acompte devra présenter le cumul des prestations réalisées au jour de la demande, le montant des prestations de l'acompte précédent et par déduction le montant à verser de l'acompte. Les états d'acompte seront numérotés de manière croissante depuis l'origine.

4.2.3 Solde

Le règlement du solde se fera selon les modalités du CCAG-PI.

Par application du C.C.A.G. PI, le titulaire dispose d'un délai de 45 jours, à compter de la notification du décompte par le pouvoir adjudicateur, pour présenter une réclamation au maître de l'ouvrage. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté le décompte.

4.2.4 Variation des prix

Les prix afférents au présent marché sont révisibles suivant les modalités ci-dessous.

La révision s'applique à chaque acompte demandé.

Elle se calcule moyennant l'application au montant de l'acompte d'un coefficient C qui résulte du calcul suivant :

$$C = 0.15 + 0.85 \left(\frac{In - 6}{Io - 6} \right)$$

dans laquelle :

- In-6 : représente l'index ingénierie du mois M (mois de révision) moins 6 mois ;
- Io-6 : représente l'index ingénierie du mois Mo Marché (mois d'origine) moins 6 mois

Lorsque l'acompte demandé concerne une prestation dont la durée d'exécution s'étale sur plusieurs mois, la valeur finale de l'index à retenir est la moyenne arithmétique des valeurs de l'index pendant la durée de l'exécution de cette phase.

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

4.3 Délais et pénalités

La notification du marché vaut ordre de service de démarrage de la mission de contrôle technique.

Le démarrage des autres phases est déclenché par l'achèvement de la phase précédente sans autre formalité.

Le contrôleur technique devra accomplir ses prestations dans le cadre des délais contractuels mentionnés à l'article 4.3.1 ci-après.

4.3.1 Délais pour la remise des avis et rapports :

Les destinataires des avis et rapports sont mentionnés à l'article 5 du présent CCAP.

Avis et rapports	Délai de transmission des avis et rapports
Analyse des 3 Esquisses + (phase concours)	2 semaines à compter de la réception des 3 Esquisses + la question
Réponses écrites aux questions posées par les différents intervenants en cours d'études	1 semaine à compter de la réception de la question
Fournitures des notices de sécurité et accessibilité dans le cadre du permis de construire	2 semaines à compter de la réception des éléments nécessaires à la rédaction
Remise du RICT sur la base des documents nécessaires à son élaboration	3 semaines à compter de la réception des documents
Avis et rapports sur les documents établis par l'équipe de maîtrise d'œuvre en cours de chantier	1 semaine à compter de la réception des documents
Compte-rendu des visites de contrôle	3 jours à compter de la visite
Liste des essais et des vérifications à effectuer pour la réception des travaux, accompagnée de la liste des documents à fournir par les entreprises	Jointe au rapport de contrôle de l'APD
Rapport final de contrôle technique	2 semaines à compter de la communication de la date à laquelle il sera procédé aux opérations préalables à la réception Et au plus tard le jour des opérations préalables à la réception des travaux

4.3.2 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G. PI, si un retard incombe au contrôleur technique, celui-ci pourra subir sur ses créances, sans mise en demeure préalable, des pénalités ainsi calculées :

En cas de retard dans la remise des documents visés précédemment	200 € par jour calendaire de retard
En cas de retard dans la remise du rapport initial, ou du rapport final de contrôle technique	500 € par jour calendaire de retard

4.3.3 Pénalités pour absences aux réunions

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G. PI, en cas d'absence à une réunion à laquelle le contrôleur technique a été invité, il pourra être appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 200 € par absence.

ARTICLE 5 DIFFUSION DES DOCUMENTS ET NOMBRE D'EXEMPLAIRES

Par dérogation à l'article 4.2.5.2 de la norme NFP 03-100, les avis, rapports et comptes-rendus devront être diffusés par le contractant aux destinataires suivants :

Destinataires	Nombre d'exemplaire
Maître d'Ouvrage	1
Assistants du Maître d'Ouvrage, le cas échéant,	1 par assistant
La maîtrise d'œuvre	1
Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé	1
Administrations éventuellement concernées	1

ARTICLE 6 ACCEPTATION DES DOCUMENTS ET ACHEVEMENT DE LA MISSION

Conformément aux dispositions du CCAG-PI, le délai maximal dans lequel le maître d'ouvrage devra procéder à l'acceptation des documents est fixé à deux mois à compter de la date de réception du document. En cas d'ajournement ou de rejet des documents, aucun nouveau paiement ne pourra être effectué pour les prestations rejetées ou ajournées jusqu'à ce que la réception sans réserve ou avec réfaction soit prononcée.

ARTICLE 7 ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le contrôleur technique doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité obligatoire en application de l'article L-241-1 du Code des Assurances.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire dans un délai de deux semaines à compter de la réception de la mise en demeure, une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage ou son représentant pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Dans le cas contraire, la résiliation du contrat aux frais et risques du contrôleur technique pourra être prononcée par le Maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 INDISPONIBILITE – RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application du C.C.A.G.-P.I. avec les précisions suivantes :

8.1 Résiliation du fait du Maître d'ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du contrôleur technique, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu au C.C.A.G.-P.I. est fixée à 5 % du montant hors TVA non révisé de la partie résiliée du marché.

8.2 Résiliation du marché aux torts du contrôleur technique ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus au C.C.A.G.-P.I., la fraction des prestations déjà accomplies par le contrôleur technique et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (conformément au C.C.A.G.- P.I.), les prestations sont réglées sans abattement.

8.3 Résiliation du marché en cas de marché passé avec un groupement

Les articles du CCAG-PI traitant de la résiliation aux torts du titulaire et les autres cas de résiliation s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des stipulations prévues à ces articles.

ARTICLE 9 UTILISATION DES RESULTATS

Il sera fait application des articles 32 à 35 du C.C.A.G.-P.I.

ARTICLE 10 DIFFERENDS – LITIGES

10.1 Différends

Tout différend entre le titulaire et le Maître d'ouvrage doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation qui doit être remis au Maître d'ouvrage.

Conformément aux dispositions du CCAG-PI, la personne publique dispose d'un délai de deux mois, compté à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

10.2 Procédure contentieuse

En cas de règlement judiciaire, le tribunal administratif compétent est le Tribunal Administratif de Grenoble.

ARTICLE 11 DÉROGATION AU CCAG-PI

Les articles 4.3.2 et 4.3.3 du présent CCAP dérogent à l'article 14 du CCAG-PI.